

Les nazis n'étaient pas socialistes : ils étaient

<https://www.contretemps.eu>

hypercapitalistes

redaction

Les droites libérales et conservatrices aiment insister sur le fait que le parti d'Adolf Hitler aurait été « socialiste ». Mais la politique économique des nazis soutenait des principes hypercapitalistes ancrés dans les idées du « darwinisme social », à l'opposé du socialisme (dans toutes ses variétés). Les nazis n'avaient donc rien de socialiste et ils ont d'ailleurs travaillé à détruire physiquement le mouvement ouvrier, aussi bien dans ses composantes socialistes que communistes ou anarchistes.

L'un des arguments les plus épuisants contre le socialisme est que le nazisme était en quelque sorte « socialiste » et que la gauche devrait donc rendre des comptes. Les hommes d'Adolf Hitler ont mobilisé l'économie pour la guerre, placé l'État au-dessus de l'individu et, argument massue, ils se sont même appelés « nationaux-socialistes » .

Échec et mat ? Pas tout à fait. Même en dehors du fait que d'autres partis conservateurs et libéraux ont voté en faveur des pleins pouvoirs à Hitler en 1933, son régime s'est caractérisé par des interventions massives pour aider les entreprises privées. Le darwinisme social défendu par les nazis, en considérant les « improductifs » comme de simples dépenses inutiles, obéissait à la logique consistant à juger la vie humaine à l'aune du profit.

En 2009, l'historien israélien [Ishay Landa](#) a publié le livre [The Apprentice's Sorcerer : Liberal Tradition and Fascism](#), une étude approfondie des intérêts économiques et sociaux réellement poursuivis par les nazis. Dans cet [entretien avec Jacobin](#), il explique ce que le terme « socialisme » signifiait pour Hitler, comment ses opinions politiques et économiques étaient liées et pourquoi nous pouvons voir les dangers du libéralisme économique chez Elon Musk aujourd'hui.

*

Nils Schniederjann - Dans votre livre, vous examinez la politique des nazis sur le plan économique et l'idéologie des nationaux-socialistes en Allemagne. Les orientations politiques des nazis étaient-elles réellement socialistes ?

Ishay Landa - Non, évidemment, elles n'étaient pas socialistes. Il est vrai que les nazis ont parfois utilisé ce terme. Certaines personnes s'en servent cyniquement comme d'une preuve : « Ils étaient socialistes parce qu'ils se disaient socialistes ! » Mais ils étaient fortement anti-socialistes dans tous les sens réels du terme.

Nils Schniederjann - Alors pourquoi ont-ils utilisé le mot « socialisme » ?

Ishay Landa - Nous devons comprendre le contexte dans lequel ils utilisaient ce terme. De nos jours, les politiciens de droite n'utilisent plus ce terme. Pourquoi ? Parce que le socialisme n'est plus aussi populaire. Mais à l'époque, les anticommunistes devaient relever le défi de pénétrer les bastions socialistes et de convaincre le plus grand nombre possible d'électeurs de la classe ouvrière. Ils devaient donc présenter leur orientation politique comme étant en accord avec les intérêts de la classe ouvrière. L'astuce consistait à profiter de la popularité du socialisme, qui était largement perçu comme la force de l'avenir, mais en même temps à se distancier le plus possible de sa substance.

Nils Schniederjann - Si les nazis ne se sont qualifiés de socialistes que pour des raisons stratégiques, à quoi ressemblait réellement leur politique sur le plan économique ?

Ishay Landa - Elle était clairement capitaliste. Les nazis accordaient une grande importance à la propriété privée et à la libre concurrence. Il est vrai qu'ils sont intervenus sur le marché, mais c'était aussi l'époque d'un échec systémique du capitalisme à l'échelle mondiale. Presque tous les États sont intervenus sur le marché à l'époque et ils l'ont fait pour sauver le système capitaliste de lui-même. Cela n'avait rien à voir avec une pensée socialiste : c'était une intervention pro-capitaliste. D'une certaine manière, il y a un parallèle avec la façon dont les grandes banques ont été renflouées par les gouvernements après l'éclatement de la crise financière de 2008. Bien entendu, cela ne reflétait pas non plus des intentions socialistes. Il s'agissait simplement d'une tentative de stabiliser un peu le système.

Nils Schniederjann - Mais les capitalistes ne veulent-ils pas toujours avoir le plus de liberté possible ?

Ishay Landa - Pas nécessairement. Les interventions de l'État à cette époque se faisaient en accord avec l'industrie. Les capitalistes l'exigeaient même, car les politiques de libre marché ne sont pas toujours dans l'intérêt des capitalistes. Ils ont parfois besoin que l'État vienne en aide au marché libre. Les interventions n'ont donc pas été simplement imposées à l'économie par les fascistes : il s'agissait d'un développement consensuel reflétant les exigences de nombreux secteurs importants de l'industrie. L'objectif était essentiellement d'orienter le système en faveur des grandes entreprises.

Nils Schniederjann - Comment l'idéologie politique des nazis est-elle liée à cette tentative de stabilisation du système ?

Ishay Landa - On accuse souvent Hitler d'avoir subordonné les intérêts économiques à ses opinions politiques, ce qui est partiellement vrai. Mais quelles étaient exactement ses opinions politiques ? Si nous pensons aux obsessions les plus fanatiques d'Hitler, par exemple, le darwinisme social, l'eugénisme, ou même son antisémitisme, il semble à première vue qu'elles ne peuvent être comprises qu'en dehors de toute considération économique. Cependant, si nous examinons de plus près chacun de ces éléments, nous constatons qu'ils avaient une base économique indispensable.

Nils Schniederjann - Par exemple ?

Ishay Landa - Le darwinisme social est en fait une forme d'hypercapitalisme. Il reprend du

capitalisme l'accent mis sur la compétition en tant que lutte de tous contre tous. Les nazis ont argumenté : « Eh bien, c'est juste la façon dont la nature existe. » Ce n'était pas une rupture avec le capitalisme, mais une intensification des vues économiques. Le capitalisme, du point de vue des nazis, était simplement une partie de la nature. Il ne s'agit donc pas seulement de domination politique, mais de naturalisation des contradictions économiques. Hitler affirmait alors que c'est avant tout « le Juif » qui cherche à jouer un petit tour à la nature afin de rendre superflue la lutte pour la survie. La volonté de trafiquer l'économie rendait les Juifs insidieux, du point de vue des nazis.

Nils Schniederjann - Mais cette vision très positive de la libre concurrence et de la lutte de tous contre tous n'est-elle pas précisément la marque du libéralisme économique ?

Ishay Landa - Hitler n'a pas inventé tout cela, bien sûr ; cela faisait partie du courant dominant conservateur et même des libéraux sur le plan économique. On pouvait entendre des déclarations très similaires sur la nécessité d'une concurrence impitoyable dans le discours économique libéral de l'époque. Le fait que quelqu'un comme Hitler puisse devenir le « leader » d'une grande nation industrielle était, après tout, l'aboutissement de certaines opinions largement répandues sur l'économie et sur les limites de l'action politique populaire. Les orientations politiques d'Hitler répondaient aux souhaits de nombreux industriels, ce qui le rendait si attrayant pour de larges pans de la bourgeoisie et des classes éduquées. Les nationaux-socialistes étaient perçus comme libérant l'économie des fardeaux inutiles de la sensibilité politique et humaniste.

Nils Schniederjann - Par l'eugénisme, par exemple ?

Ishay Landa - Exactement. Le meurtre de personnes souffrant de handicaps physiques, mentaux et psychologiques était également directement lié à des préoccupations économiques : il était destiné à débarrasser l'économie de personnes considérées comme un fardeau. Le langage nazi était très économique et financier à cet égard. Par exemple, on pouvait lire sur [une affiche de propagande](#) typique : « 60 000 Reichsmarks tout au long de sa vie : c'est le coût de ce malade héréditaire pour la *Volksgemeinschaft* [le mot nazi pour communauté nationale]. *Volksgenosse* [camarade national], c'est aussi votre argent ».

Même la Shoah est liée à des considérations économiques. En effet, dans l'idéologie nazie, les Juifs sont considérés comme l'obstacle ultime. Un obstacle à quoi ? Au capitalisme, notamment. Ils étaient considérés comme l'épine dorsale du marxisme. Les nazis considéraient le marxisme comme une conspiration essentiellement juive contre l'économie capitaliste et donc contre l'ordre naturel. Bien sûr, la Shoah a été le résultat de nombreux facteurs et l'aboutissement de diverses obsessions, phobies et haines nazies. Mais parmi tous ces facteurs, il ne faut pas perdre de vue ce facteur socio-économique.

Nils Schniederjann - Mais pourquoi les nazis ont-ils pu qualifier le marxisme de

grand mal qu'il faut éradiquer, alors qu'ils ont utilisé le socialisme comme un slogan positif pour leur mouvement ?

Ishay Landa - Par le terme « socialisme », ils n'entendaient rien de ce que nous pourrions reconnaître, même de loin, comme socialiste, mais plutôt leur politique d'intervention sur le marché libre au profit des capitalistes. Par le terme « marxisme », en revanche, ils entendaient la démocratie sociale et la protection des droits fondamentaux des travailleurs. Dans *Mein Kampf*, Hitler déclare que sa vision antisémite du monde s'est définitivement formée au moment où il a réalisé que les Juifs étaient les cerveaux de la social-démocratie. Le discours nazi était un moyen très commode, bien que cynique, de manipuler des concepts et de leur attribuer des significations totalement nouvelles.

Nils Schniederjann - Si cela est si clair, pourquoi y a-t-il eu ces récents débats en Allemagne sur une politique supposée socialiste des nazis ?

Ishay Landa - En fait, ce n'est pas si nouveau. Cela a une longue histoire. Déjà à l'époque du fascisme, des tentatives ont été faites pour présenter les nazis comme des socialistes, par exemple par [Ludwig von Mises](#). Mais en général, les efforts visant à établir un lien direct entre le marxisme et le national-socialisme représentaient une position minoritaire. Puis, à partir des années 1980, un tournant s'est produit lorsqu'un courant révisionniste a commencé à émerger dans les études sur le fascisme. Il a cherché à lier beaucoup plus fortement le fascisme à la gauche politique, à la révolution et à l'anticapitalisme. Cela s'est produit à une époque où le néolibéralisme commençait à démanteler l'État-providence. Ce qui rendait ce mouvement idéologique très commode. Les défenseurs de cette politique pouvaient dire : « Les nazis défendaient en fait une forme autoritaire de socialisme ! » S'attaquer à l'État-providence pouvait ainsi être présenté comme un acte antifasciste, une résistance au nazisme et une purge de ses résidus politiques.

Nils Schniederjann - Donc, présenter les nazis comme des socialistes est aussi un outil pour faire passer des politiques anti-ouvrières ?

Ishay Landa - C'est exact. Quand les intellectuels ont-ils commencé à écrire des livres accusant les nazis d'avoir mené des politiques économiques socialistes ? Quand ont-ils commencé à accuser les nazis d'avoir aidé les masses au détriment de la bourgeoisie ? Exactement au moment où les politiciens ont tenté d'imposer des réformes néolibérales sur le marché du travail. De cette façon, l'historiographie est liée aux réalités économiques. Les responsables politiques ont utilisé ces théories pour soutenir leurs attaques contre l'État-providence. L'historien allemand [Götz Aly](#) a déclaré dans l'une de ses interviews au tournant du millénaire que le gouvernement social-démocrate de Gerhard Schröder avait pour mission de mettre définitivement un terme à la « *Volksgemeinschaft* ». Ainsi, en libéralisant l'économie, les derniers vestiges du national-socialisme seraient éliminés de la politique allemande. Cette réflexion montre comment les modes politiques actuelles sont liées à la façon dont nous percevons le passé.

Nils Schniederjann - Mais les libéraux se sont-ils jamais confrontés au fait qu'Hitler faisait en partie avancer leur propre programme politique ?

Ishay Landa - Il n'y a jamais eu de confrontation franche et directe avec cet héritage. Dans les années d'après-guerre, il y avait un consensus sur le fait que l'État devait améliorer modérément la situation des travailleurs, même dans un cadre libéral. S'il y a eu une reconnaissance libérale de la culpabilité, elle a été faite en partant du principe que les politiques nazies n'avaient pas été un véritable libéralisme. Le libéralisme nazi, c'est ce qu'affirmaient les rares chercheurs qui admettaient l'existence d'une relation entre les deux idéologies - était à moitié cuit et démodé, renonçant à la dimension démocratique inhérente au libéralisme.

Plus tard, cependant, un changement radical s'est produit. Soudain, les libéraux étaient beaucoup plus enclins à dire : « Le national-socialisme était socialiste. Si vous luttez contre le socialisme pour créer un marché aussi libre que possible de toute interférence politique, vous êtes un bon antifasciste. » C'était la phase beaucoup plus durable, anti-« populiste », de l'engagement libéral avec le passé.

Nils Schniederjann - Une autre façon d'imposer des réformes économiquement libérales est de lier la libéralisation sociale et économique. Pensez-vous que le libéralisme économique va toujours de pair avec le progrès social ?

Ishay Landa - Je pense que nous devrions faire une distinction entre les dimensions économique et politique du libéralisme. Au début, elles allaient parfois de pair. Mais à un certain stade, l'aspect économique et l'aspect politique se sont éloignés. Les libéraux ont alors dû décider où se situaient leurs priorités. Sont-ils des libéraux économiques qui défendent à tout prix la propriété privée, la société de classes et le marché libre ou préfèrent-ils que la démocratie libérale tienne réellement sa promesse de liberté et d'autodétermination pour tous les peuples ? Cette contradiction n'a pas encore été résolue. Et la nécessité de faire un choix entre les deux options demeure.

Nils Schniederjann - Pourquoi ne pourrait-on faire les deux ?

Ishay Landa - L'idée reçue est que le libéralisme va toujours de pair avec les libertés politiques et individuelles, ce qui est parfois vrai. Mais ce que l'on oublie, c'est que dès le début, le libéralisme n'a pas seulement ouvert des possibilités politiques, mais les a aussi sévèrement restreintes. Dès le départ, le libéralisme a dû établir clairement que la propriété privée était intouchable, qu'elle constituait la base inattaquable de l'ordre politique.

Ainsi, d'importants penseurs libéraux ont insisté dès John Locke sur le fait que l'on ne pouvait pas taxer les riches sans leur consentement. Si vous le faites, vous donnez aux victimes de ces politiques une bonne raison de se rebeller et d'utiliser la violence contre les usurpateurs. La politique libérale avait donc une option dictatoriale inscrite en elle dès le départ. C'est ainsi qu'est devenu un dogme le fait de supposer que la principale tâche de la politique est de protéger la propriété et son principal péché de s'insurger contre elle. Mais

bien sûr, il s'agit là d'une définition très étroite de ce que la politique peut ou doit faire. Et nous souffrons de cet enfermement jusqu'à aujourd'hui. Dans une démocratie occidentale typique, vous pouvez faire beaucoup de choses, tant que vous vous abstenez de porter atteinte à la propriété privée.

Nils Schniederjann - Il y a donc quelque chose dans la structure de base du libéralisme économique qui entrave réellement la liberté des gens ?

Ishay Landa - Le capitalisme est essentiellement une structure économique antidémocratique : il signifie, avant tout, la domination sur les travailleurs. Le capitalisme est hiérarchique, pas égalitaire. Il y a également une concentration massive de la richesse, ce qui soulève une question cruciale : comment la redistribuer ? Le libéralisme classique dit : « Ne faites rien pour changer la situation ». Mais cela limite strictement la sphère politique, et réduit énormément ses possibilités. Si nous maintenons l'économie à l'écart de la délibération politique, la démocratie est sérieusement paralysée. Le point de vue économique libéral consiste donc à dire aux masses : « N'essayez pas d'être trop logiques lorsque vous pensez à la démocratie ! N'essayez pas de prendre la démocratie au mot. Cela ne fait que créer beaucoup d'ennuis ! »

Nils Schniederjann - N'essayez pas d'améliorer la situation économique de quiconque, sauf de la bourgeoisie...

Ishay Landa - Exactement. Cela reste très largement le cas aujourd'hui. Les déclarations d'Elon Musk fournissent un trésor d'exemples pour ce dont nous discutons ici, car il est assez franc et flagrant à ce sujet. Il a récemment déclaré que les États-Uniens tentent de fuir le travail acharné et qu'ils devraient s'inspirer des travailleurs chinois qui « travaillent jusqu'à minuit ». C'est une déclaration très claire car, bien sûr, il sait que les travailleurs chinois n'ont aucun moyen de résister démocratiquement aux exigences des patrons en termes de travail. Il sous-entend que le système démocratique est beaucoup trop laxiste et indulgent et que nous avons besoin d'un système beaucoup plus strict pour discipliner les travailleurs, pour les faire travailler dur et accepter des bas salaires, un système comme celui que nous voyons en Chine.

Ishay Landa - Musk a également annoncé récemment qu'il soutiendrait les Républicains. Et ce, malgré le fait que Donald Trump joue toujours un rôle central au sein du parti.

Ishay Landa - C'est une belle indication de l'option dictatoriale intégrée à la pensée libérale. Je ne dis pas du tout que tous les libéraux soutiendraient une telle chose. Mais il est très difficile de concilier le libéralisme économique et politique. En conséquence de cette énigme, certains libéraux politiques choisissent une voie différente sur le plan économique, et d'autres vacillent entre les deux pôles sans jamais pouvoir vraiment résoudre le conflit fondamental. Dans une certaine mesure, on pourrait dire que le

Les nazis n'étaient pas socialistes : ils étaient

<https://www.contretemps.eu>

hypercapitalistes

redaction

socialisme est lui-même un enfant du libéralisme politique. Marx et Engels ont commencé par être des libéraux politiques et n'ont jamais abandonné les idées de base du libéralisme : la liberté et la participation démocratique pour tous. Ils ont simplement développé davantage leur concept parce qu'ils ont reconnu que, sous le capitalisme, les perspectives de réalisation d'un véritable projet démocratique étaient sérieusement limitées.

*

Publié initialement par [Jacobin](#). Traduit par Christian Dubucq pour *Contretemps*.

[Ishay Landa](#) est l'auteur de *The Apprentice's Sorcerer: Liberal Tradition and Fascism*. [Nils Schniederjann](#) est un journaliste basé à Berlin.